

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTI/3
22 octobre 1999

(99-4592)

RAPPORT (1999) DU GROUPE DE TRAVAIL DES LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT AU CONSEIL GÉNÉRAL

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>
A. INTRODUCTION	1
B. MODALITÉS ADOPTÉES PAR LE GROUPE POUR SES TRAVAUX	2-4
<i>a) Sources et documents employés</i>	2
<i>b) Réunions tenues en 1999</i>	3
<i>c) Coopération avec d'autres organisations intergouvernementales</i>	4
C. TRAVAUX DE FOND DU GROUPE	5-107
I. INCIDENCES DES LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	7-33
II. LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT	34-49
III. INSTRUMENTS ET ACTIVITÉS INTERNATIONAUX EXISTANTS CONCERNANT LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT	50-69
<i>a) Dispositions de l'OMC sur les questions relatives à l'investissement</i>	51-60
<i>b) Initiatives et accords bilatéraux, régionaux, plurilatéraux et multilatéraux; incidence des instruments internationaux existants sur les flux de commerce et d'investissement</i>	61-69
IV. POINT IV DE LA LISTE DES QUESTIONS PROPOSÉES POUR EXAMEN	70-107
ANNEXE 1: TEXTE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE SINGAPOUR, PARAGRAPHE 20	
ANNEXE 2: LISTE DES QUESTIONS PROPOSÉES POUR EXAMEN	
ANNEXE 3: TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COMMUNICATIONS REÇUES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL DES LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT EN 1999	

A. INTRODUCTION

1. Lors de sa réunion tenue du 9 au 11 décembre et le 18 décembre 1998, le Conseil général était saisi du Rapport (1998) du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement (WT/WGTI/2) et a pris la décision qui suit en ce qui concerne la poursuite des travaux de ce Groupe de travail:

"Le Conseil général décide que le Groupe de travail des liens entre commerce et investissement poursuivra l'œuvre pédagogique entreprise sur la base du mandat défini au paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour. Les travaux du Groupe de travail, qui seront suivis par le Conseil général, continueront de reposer sur les questions soulevées par les Membres à propos des thèmes inscrits dans la Liste de questions proposées pour examen. Il est entendu que la présente décision est sans préjudice de toute décision que le Conseil général pourrait prendre à l'avenir, y compris dans le cadre de son programme de travail actuel."¹

Le présent rapport donne un aperçu des travaux effectués par le Groupe en 1999 conformément à la décision du Conseil général.

B. MODALITÉS ADOPTÉES PAR LE GROUPE POUR SES TRAVAUX

a) *Sources et documents employés*

2. Comme ce fut le cas en 1997 et en 1998, les travaux du Groupe de travail au cours de l'année 1999 se sont fondés sur les communications écrites des Membres et sur les déclarations orales, les questions et les réponses formulées par les Membres dans le cadre du Groupe. Ces données ont été complétées par des renseignements reçus des organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur et par des notes rédigées par le Secrétariat. On trouvera à l'annexe 3 un tableau résumé des communications écrites.

b) *Réunions tenues en 1999*

3. À ce jour, le Groupe de travail a tenu trois réunions officielles (les 22-23 mars, 3 juin et 24 septembre 1999). Les dates de ces réunions ont été déterminées à la lumière de l'instruction figurant au paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Singapour selon laquelle il convenait de prendre soin de coordonner les réunions des Groupes de travail établis aux termes des paragraphes 20 et 21 (de ladite Déclaration) avec celles des organes compétents de la CNUCED. Lors de ces deux réunions, tous les points figurant sur la Liste des questions proposées pour examen ont été examinés. Les rapports de ces deux réunions ont été distribués sous les cotes WT/WGTI/M/8, 9 et 10.

c) *Coopération avec d'autres organisations intergouvernementales*

4. Au paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour, les ministres invitent le Groupe de travail à s'inspirer des travaux de la CNUCED et d'autres organisations intergouvernementales compétentes afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles et de s'assurer que la dimension développement sera pleinement prise en considération. À ce titre, le FMI et la Banque mondiale ont assisté aux réunions du Groupe de travail en qualité d'observateurs, conformément aux accords de coopération conclus entre l'OMC et ces organisations. La CNUCED, l'OCDE et l'ONUDI ont également assisté aux réunions en qualité d'observateurs sur invitation du

¹ WT/GC/M/32. On trouvera à l'annexe 1 le texte du paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour et à l'annexe 2 la Liste des questions proposées pour examen.

Groupe de travail. Lors de ces réunions, ces institutions ont tenu le Groupe au courant de leurs activités pertinentes et ont participé au débat. Le Groupe a jugé très utile la contribution des observateurs à ses travaux.

C. TRAVAUX DE FOND DU GROUPE

5. La présente partie du rapport donne un aperçu des travaux de fond effectués par le Groupe en vertu du mandat défini au paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour et de la décision adoptée par le Conseil général en décembre 1998. Par sa nature même, cet aperçu ne peut rendre compte de la totalité et de toutes les nuances du débat, telles qu'elles apparaissent dans les comptes rendus détaillés des deux réunions du Groupe de travail (WT/WGTI/M/8 et 9) et dans les contributions écrites des Membres (voir l'annexe 3).

6. Conformément à la décision du Conseil général, les travaux entrepris par le Groupe en 1999 ont été structurés sur la base de la Liste des questions proposées pour examen dont le Groupe a pris note à ses réunions des 2 et 3 juin 1997. Le présent résumé est structuré de la même manière.

I. INCIDENCES DES LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

7. Des communications écrites ont été présentées sur ce point par la Corée (W/69)² et l'Inde (W/73). Des déclarations orales ont été faites par les pays suivants: Corée, Australie, Communautés européennes, Inde, Japon, États-Unis, Canada, Pakistan, Venezuela, Malaisie, Costa Rica, Suisse, Mexique, Philippines au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, Chili, Argentine et Brésil, et par l'observateur de la Banque mondiale.

8. Pour ce qui était de l'expérience de l'un des Membres quant au rôle de l'investissement étranger direct (IED) dans le contexte de la crise financière en Asie, un représentant a appelé l'attention sur des études empiriques récentes, qui montraient une corrélation positive entre la faiblesse de l'IED net et le risque de crise monétaire. Cela s'expliquait notamment par le fait que les flux d'IED étaient plus stables que les investissements de portefeuille. Il a également été souligné que l'IED avait joué un rôle stabilisateur dans la crise financière actuelle ainsi qu'en témoignait la progression sensible des flux d'IED dans le pays de ce Membre. Des renseignements ont également été fournis sur les récentes réformes des politiques de ce Membre visant à attirer l'IED, qui s'inscrivaient dans le cadre des réformes structurelles plus générales adoptées après le déclenchement de la crise financière asiatique.³

9. À propos de l'expérience de ce pays, un participant a souligné le rôle positif et stabilisateur de l'IED dans la crise financière asiatique et le lien qui existait entre, d'une part, la fragilité de la structure financière d'un pays et sa vulnérabilité à l'instabilité des marchés financiers internationaux et, d'autre part, un faible niveau d'IED. Dans le contexte de la crise financière asiatique, les participants se sont également intéressés au rôle qu'avait joué l'IED dans d'autres pays Membres.⁴

10. À propos des observations qui avaient été présentées sur la différence entre l'IED et l'investissement de portefeuille, il a été demandé comment il serait possible de faire une distinction

² Dans ce rapport, les documents de la série WT/WGTI/W/- sont désignés par l'abréviation "W/-" et les documents de la série WT/WGTI/M/- par l'abréviation "M/-".

³ M/8, paragraphe 4.

⁴ M/8, paragraphe 8; M/9, paragraphes 2 et 3.

utile entre ces deux types d'investissement.⁵ À cet égard, un participant a observé que si l'IED était probablement plus stable que l'investissement de portefeuille dans la mesure où il concernait des actifs qui ne pouvaient être aisément transférés à l'étranger, il n'était pas facile d'attirer le premier type d'investisseur tout en écartant le second, et que d'une façon générale, les IED et les investissements de portefeuille allaient de pair. On a également souligné que les investissements de portefeuille contribuaient grandement à l'économie des pays d'accueil. Ils accroissaient l'épargne nationale, élargissaient la gamme des conditions de prêt offertes aux entreprises nationales et avaient un effet stabilisateur sur l'économie nationale en répartissant les risques de crédit.⁶ Il a également été déclaré que la distinction entre investissement à court terme et investissement à long terme était plus pertinente que la distinction entre IED et investissement de portefeuille et que l'investissement de portefeuille n'était pas toujours à court terme et spéculatif.⁷

11. En réponse aux observations faites sur la difficulté qu'il y avait à distinguer entre l'IED et l'investissement de portefeuille, il a été dit que de nombreux pays faisaient cette distinction dans la pratique.⁸ On a également soutenu qu'il existait des différences importantes non seulement entre l'IED et l'investissement de portefeuille, mais aussi entre les différents types d'IED. Plus précisément, l'IED sous forme d'acquisitions d'entreprises nationales existantes était à l'évidence moins bénéfique, en termes d'impact sur le développement, que l'IED dans des projets entièrement nouveaux.⁹ Ce point de vue a été contesté, l'IED sous forme d'acquisitions présentant des avantages découlant d'un meilleur accès au capital, aux compétences de gestion, à la technologie et aux marchés internationaux.¹⁰

12. Il a été mentionné que les effets négatifs de la volatilité des mouvements de capitaux devaient être étudiés plus à fond par le Groupe de travail.¹¹

13. À titre d'exemple du rôle stabilisateur de l'IED lors de la crise financière asiatique, il a été fait référence à des statistiques sur les activités d'entreprise d'un Membre à l'étranger, qui montraient que si les filiales de ces entreprises dans quatre pays asiatiques avaient enregistré une baisse de leurs ventes, le niveau de l'emploi y était demeuré stable.¹²

14. Un certain nombre de questions soulevées au Symposium de haut niveau sur le commerce et le développement de l'OMC qui s'était tenu en mars 1999 sont apparues pertinentes pour les travaux du Groupe de travail.

15. Lors du Symposium, il avait été souligné que la libéralisation du commerce ne pouvait s'opérer dans le vide. À ce propos, un participant a observé qu'une augmentation de l'IED n'entraînait pas automatiquement la croissance économique et que le Groupe de travail devait considérer toute la gamme des facteurs qui avaient une incidence sur la contribution de l'IED à la croissance

⁵ M/8, paragraphe 8.

⁶ M/9, paragraphe 2.

⁷ M/8, paragraphe 8.

⁸ M/8, paragraphe 8.

⁹ M/8, paragraphe 8.

¹⁰ M/8, paragraphe 8.

¹¹ M/8, paragraphe 9.

¹² M/10, paragraphe 5.

économique.¹³ En réponse à cette observation, il a été déclaré que l'un des apports importants des travaux du Groupe de travail était justement d'avoir permis d'examiner les liens entre l'investissement et le développement dans une perspective plus large.¹⁴

16. On a relevé que, lors des débats sur les liens entre le développement et l'ouverture du commerce qui avaient eu lieu durant le Symposium, il y avait eu des différences de vues quant au rythme approprié de la libéralisation du commerce, mais qu'aucune voix ne s'était fait entendre pour défendre la fermeture des marchés. En revanche l'investissement avait souvent été mentionné à propos de l'utilité de l'ouverture des marchés pour le développement. L'importance du renforcement des capacités, qui avait été soulignée lors du Symposium, devait également être envisagée dans la perspective de l'investissement. Pour ce qui était de la proposition avancée au cours du Symposium selon laquelle il importait d'offrir un accès consolidé en franchise de droits, aux importations en provenance des pays les moins avancés car l'incertitude entourant le traitement tarifaire de leurs exportations avait freiné l'IED dans ces pays, il a été dit qu'il était évident que les conditions de l'IED dans ces pays pouvaient être encore plus directement affectées par le manque de prévisibilité du cadre réglementaire de l'investissement étranger.¹⁵ Il était important de rendre le cadre réglementaire plus transparent pour attirer non seulement l'investissement étranger, mais aussi l'investissement national.¹⁶

17. On a relevé que plusieurs participants au Symposium avaient souligné la nécessité d'une intervention de l'État. Étant donné que la contribution de l'IED au développement variait en fonction du type d'activité économique visée, la nécessité d'un rôle actif de l'État semblait incompatible avec l'idée d'un cadre multilatéral sur l'investissement qui réduirait nécessairement la marge de manœuvre des gouvernements.¹⁷ En réponse à ce commentaire, il a été déclaré qu'il appartenait à chaque pays de déterminer le niveau approprié des interventions d'État, mais que la question n'avait pas grand-chose à voir avec la forme du régime de l'investissement pour tous les investisseurs, publics ou privés, et donc ne diminuait en rien l'importance de la transparence et du caractère non discriminatoire du régime de l'investissement.¹⁸ Il a été fait référence à l'expérience de plusieurs pays dans lesquels l'intervention excessive de l'État¹⁹ avait donné des résultats négatifs. Ainsi, des études empiriques faisaient apparaître que le recours aux prescriptions de résultat avait tendance à se réduire, les pays se rendant compte que ces prescriptions - considérées autrefois comme indispensables - étaient en définitive préjudiciables.²⁰ Toutefois, il a également été déclaré qu'à la lumière de la crise financière actuelle, de plus en plus d'universitaires et de décideurs étaient favorables à l'intervention de l'État et que les prescriptions de résultat et les incitations étaient largement utilisées dans de nombreux pays en développement et qu'elles leur étaient utiles, vu leur niveau de développement.²¹ Enfin, il a été observé que les travaux du Symposium avaient montré que le débat sur le rôle de l'État dans le

¹³ M/8, paragraphe 9.

¹⁴ M/8, paragraphe 10.

¹⁵ M/8, paragraphe 10.

¹⁶ M/8, paragraphe 11.

¹⁷ M/8, paragraphe 9.

¹⁸ M/8, paragraphe 10.

¹⁹ M/8, paragraphes 10 et 13.

²⁰ M/8, paragraphe 15.

²¹ M/8, paragraphe 16.

processus de développement économique avait sensiblement évolué au cours des dernières années et qu'il était maintenant de plus en plus reconnu qu'une intervention active de l'État en vue d'objectifs de développement précis n'était pas incompatible avec des stratégies fondées sur l'ouverture à l'intégration internationale et l'adhésion à un cadre de règles internationales axées sur le marché.²²

18. On a évoqué le point de vue que quelques universitaires avaient défendu au Symposium, selon lequel les liens entre le commerce et l'investissement ne justifiaient pas un examen des règles de l'investissement dans le contexte de l'OMC.²³

19. La question des liens entre l'IED et le développement technologique des pays d'accueil a également donné lieu à un vif débat au titre de ce point de la Liste de questions. Le Groupe de travail disposait sur ce sujet de la note du Secrétariat intitulée "les effets de l'investissement étranger direct sur le développement: les transferts de technologie et d'autres savoir-faire et leurs retombées" (WT/WGTI/W/65).

20. Il a été souscrit à l'analyse contenue dans la note du Secrétariat sur la contribution de l'IED au développement économique, qui résultait des transferts de technologie et d'autres savoir-faire et de leurs retombées.²⁴ On a évoqué des études empiriques qui décrivaient la contribution de l'IED au développement technologique d'un pays *via* le transfert de technologie des sociétés mères à leurs filiales étrangères, la diffusion de technologie que permettaient les liens entre les filiales étrangères et les entreprises locales, et les projets de recherche-développement lancés par les filiales étrangères.²⁵

21. Les participants ont approuvé les conclusions de la note du Secrétariat selon lesquelles se sont les retombées de l'IED qui constituent le principal canal de diffusion de technologies modernes et avancées, et non les accords officiels de transfert de technologie²⁶, mais un participant a également observé que, sur ce sujet, la note ne prenait pas suffisamment en compte les autres points de vue possibles.²⁷

22. On a souligné l'importance des conclusions de la note du Secrétariat. Selon ces conclusions, les conditions et politiques des pays d'accueil déterminaient l'ampleur et l'envergure des retombées technologiques. À cet égard, l'existence de compétences techniques et d'un environnement concurrentiel dans les pays d'accueil semblait être particulièrement importante. On a soutenu que pour accroître la contribution de l'IED au développement technologique des pays d'accueil, les politiques optimales consistaient à développer les capacités technologiques locales, l'éducation et l'infrastructure et à mettre en place un cadre réglementaire adéquat dans des domaines tels que la politique de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle. En revanche, les mesures qui conduisaient l'État à intervenir dans les décisions des investisseurs, telles que les prescriptions de résultat et de transfert de technologie, s'étaient souvent révélées contre-productives. Il a également été souligné que pour que la libéralisation des IED puisse produire des résultats attendus, et notamment

²² M/8, paragraphe 14.

²³ M/8, paragraphe 12.

²⁴ M/8, paragraphes 17-18, 21-22.

²⁵ M/8, paragraphe 21.

²⁶ M/8, paragraphes 17 et 18.

²⁷ M/8, paragraphe 20.

des avancées technologiques, de solides fondamentaux économiques et une bonne gestion des politiques macro-économiques étaient indispensables.²⁸

23. Il a également été avancé que le principal message de la note du Secrétariat semblait être que l'IED produisait automatiquement des transferts de technologie et que, quand ce n'était pas le cas, les pays d'accueil pouvaient recourir à toute une série de mesures pour encourager et garantir ces transferts et ces retombées. Toutefois, la note n'analysait pas suffisamment la nécessité et la portée de politiques spécifiques destinées à accroître la contribution de l'IED au développement technologique des pays d'accueil. Ainsi, elle n'insistait pas suffisamment sur le rôle des prescriptions de résultat, sauf pour en souligner les coûts, au paragraphe 71. Les observations faites au paragraphe 72 avaient, à l'évidence, des incidences importantes quant à la nécessité d'une certaine intervention d'État, mais la note ne les examinait pas. D'une façon générale, il a été mentionné que le débat du groupe de travail sur l'IED et les transferts de technologie et leurs retombées restait peu concluant dans la mesure où il ne se fondait pas sur une analyse suffisamment précise de la nature et de l'efficacité des mesures employées par les gouvernements pour promouvoir les transferts de technologie. Il a été suggéré à cet égard que le Secrétariat entreprenne une analyse des rapports entre les prescriptions de résultat et les transferts de technologie.²⁹

24. On a argué que, dans le débat sur les transferts de technologie, on avait tendance à voir les flux de technologie à travers le prisme des marchés concurrentiels. Dans la réalité, les flux internationaux d'investissement et de technologie étaient déterminés par les décisions que prenaient les multinationales dans un contexte d'équilibre oligopolistique dans lequel elles conservaient leur domination stratégique sur le marché en appliquant systématiquement certaines stratégies portant notamment sur l'implantation des divers stades de production, l'utilisation des prix de cession internes et l'innovation technologique. Il n'était pas possible de bien comprendre ces stratégies dans le cadre d'un modèle de marchés parfaitement concurrentiels dans lequel toute politique active de développement était considérée en soi comme faussant l'investissement, le commerce et les flux de technologie. Les considérations stratégiques sous-tendant les décisions d'investissement des multinationales expliquaient le fait que ces entreprises préféraient acheter à leurs filiales pour protéger leur position dominante, même lorsqu'il existait des fournisseurs locaux efficaces. Cette conduite stratégique exigeait des réponses politiques de la part des pays d'accueil, par exemple des mesures encourageant les multinationales à mener des projets de recherche-développement dans les pays d'accueil pour accroître les capacités de production des fournisseurs locaux.³⁰

25. Il a été dit que les conclusions de la note du Secrétariat étaient peut-être valides dans certains cas et pour certains pays, mais qu'il existait d'autres points de vue. Dans la mesure où les multinationales représentaient plus des deux tiers du commerce mondial et avaient un quasi-monopole sur les transferts de technologie, il existait une asymétrie fondamentale entre les acheteurs et les vendeurs de technologies, qui était un des facteurs déterminant la nature des technologies mises à la disposition des pays d'accueil. Des études avaient montré que les transferts de technologie avaient des coûts indirects, tout particulièrement sur le plan de la confidentialité et des restrictions à l'importation. De plus, ces transports n'étaient pas facilités par le fait que les accords internationaux, tels que l'Accord sur les ADPIC, reflétaient l'idée que la technologie est un produit exclusif. Dans ces conditions, il était naïf de penser que l'IED entraînait automatiquement des transferts de technologie.³¹

²⁸ M/8, paragraphes 17 à 19, 21 à 22, 26 à 27; M/9, paragraphe 5.

²⁹ M/8, paragraphes 20 et 21.

³⁰ M/8, paragraphe 23.

³¹ M/8, paragraphe 24.

26. En réponse à cette observation, il a été déclaré qu'en matière d'investissement, l'important n'était pas les relations entre les vendeurs et les acheteurs de technologies, mais l'entrée des technologies dans une économie par le biais des investissements. On a mentionné à cet égard l'expérience de l'économie d'un Membre qui avait retiré des avantages tangibles des flux de technologie liés à l'IED. Ce Membre s'était engagé, dans plusieurs accords d'investissement, à ne pas imposer d'obligations de transfert de technologie comme condition de l'investissement parce qu'il pensait que cela avait des conséquences négatives, particulièrement dans le contexte de l'intense concurrence internationale qui s'exerçait pour attirer les investissements et la technologie.³²

27. Eu égard aux observations formulées par l'un des Membres sur l'importance de l'intervention des pouvoirs publics, qui pouvait contribuer à accroître la contribution de l'IED au transfert de technologie et des actifs incorporels, il a été fait mention d'études qui donnaient des exemples des effets négatifs de cette intervention. Ces études ne prouvaient pas nécessairement que l'intervention des pouvoirs publics avait toujours des effets négatifs sur le transfert de technologie, mais elles donnaient quelques preuves empiriques du fait que le transfert de technologie par le biais de mécanismes autres que ceux du marché pouvait avoir des effets pervers inattendus, et que les conditions offertes par les pays d'accueil, telles qu'un haut degré de compétences techniques, une bonne infrastructure et un environnement concurrentiel, étaient des facteurs plus déterminants pour le transfert et les retombées technologiques.³³ Il a par ailleurs été déclaré que ces mêmes communications semblaient suggérer que les gouvernements devraient intervenir et rendre le transfert de technologie obligatoire. Étant donné que les règles de l'OMC imposaient des restrictions à l'intervention des pouvoirs publics, cette suggestion était contraire aux disciplines et aux principes fondamentaux de l'OMC.³⁴

28. En réponse à ces observations, il a été déclaré que si, dans certains cas, l'intervention des pouvoirs publics pouvait avoir des effets défavorables, le principal argument avancé dans ces communications était qu'il appartenait à chaque pays de décider quelles étaient les politiques appropriées à adopter en fonction de sa propre situation. Les communications ne suggéraient pas que les gouvernements doivent intervenir afin d'assurer à tout prix un transfert des technologies mais elles défendaient le point de vue selon lequel, si l'on abandonnait ce processus aux seules forces du marché, il risquait de ne pas y avoir de transfert de technologie du tout. Plusieurs pays d'Afrique avaient mis en place des régimes d'investissement très libéraux sans qu'il y ait pour autant transfert de technologie. Ainsi, il semblait très simpliste de dire qu'un régime libéral d'IED entraînerait automatiquement l'IED et un transfert correspondant de technologie. Il serait tout aussi simpliste de conclure, d'après ces communications, que seule l'intervention des pouvoirs publics pouvait jouer un rôle. Attirer l'IED était important, mais il ne fallait pas réduire de façon draconienne le champ des politiques publiques. Étant donné que plusieurs Accords de l'OMC, par exemple l'Accord sur les ADPIC, contenaient des dispositions relatives au transfert de technologie, on ne pouvait pas dire que l'OMC n'avait rien à voir avec la question du transfert de technologie. Les dispositions actuelles de l'OMC en la matière devaient être renforcées afin d'encourager le transfert de technologie à des conditions raisonnables.³⁵

29. À propos de l'affirmation selon laquelle un régime libéral d'investissement ne donnait pas automatiquement lieu à un transfert de technologie, on a fait valoir qu'il importait de distinguer, d'une part, la question des facteurs qui déterminaient la capacité d'un pays à attirer l'IED, et d'autre part la

³² M/8, paragraphe 25.

³³ M/9, paragraphe 4.

³⁴ M/9, paragraphe 6.

³⁵ M/9, paragraphe 7.

question des politiques appropriées concernant le transfert de technologie. L'incapacité d'un pays à attirer l'IED dépendait avant tout de la présence de possibilités d'investissement rentables. Même si l'existence d'un régime d'investissement ouvert ne signifiait pas qu'un pays soit automatiquement capable d'attirer l'IED, l'instabilité et l'absence de transparence du régime d'investissement pouvaient accroître le risque d'investissement, tel qu'il était perçu, et pouvaient donc décourager des décisions d'investissement. Les politiques de transfert obligatoire de technologie qui ne donnaient pas à l'investisseur la garantie suffisante qu'il tirerait un profit légitime de l'exploitation de cette technologie pouvaient dissuader les investisseurs.³⁶ Il a également été avancé que l'on pouvait certes faire valoir que si un pays forçait une entreprise à transférer des technologies, sa capacité à attirer l'IED en serait diminuée, mais qu'il fallait aussi noter qu'il s'agissait d'un contrat bilatéral entre une entreprise et un gouvernement. Comme une entreprise ne procéderait pas à un transfert de technologie si elle avait l'impression que les conditions imposées étaient trop rigoureuses, les gouvernements des pays d'accueil savaient très bien ce qu'ils risquaient en appliquant ces conditions. Il convenait par ailleurs d'établir une distinction entre l'utilisation d'une technologie donnée dans un pays et le transfert de cette technologie. Pour ce qui était en particulier des transferts de technologie de pointe, il était fréquent qu'il n'y ait pas de transfert alors même que ces technologies étaient effectivement utilisées dans le pays par telle ou telle entreprise.³⁷

30. Il a été fait référence à l'expérience des pays de certains Membres qui avaient beaucoup profité des transferts de technologie associé à l'IED, et cela malgré l'absence de dispositions juridiques imposant l'obligation d'un tel transfert. L'incidence positive de ce transfert de technologie était clairement démontrée par la croissance et la diversification des exportations ainsi que par l'amélioration de l'infrastructure intérieure. Ainsi les avantages de l'IED qui étaient liés à sa contribution au transfert de technologie pouvaient résulter du jeu des forces du marché.³⁸ On a également avancé que le processus de mondialisation accroissait la contribution de l'IED au transfert de technologie car les pressions concurrentielles auxquelles les entreprises multinationales étaient soumises sur les marchés internationaux les forçaient à rendre leurs opérations plus efficaces. Le transfert de technologie dans le cadre d'accords de sous-traitances conclus avec des fournisseurs locaux de pièces et de composants était un exemple important de ce phénomène.³⁹

31. Selon un participant, en matière de transfert de technologie, la notion d'intervention de l'État n'était pas nécessairement incompatible avec les règles et principes de l'OMC.⁴⁰ On a rappelé que si des politiques actives de promotion des transferts de technologie étaient justifiées parce que les marchés de la technologie n'étaient pas parfaitement concurrentiels, l'expérience avait aussi montré que les politiques de transfert obligatoire de technologie ne permettaient pas d'obtenir les résultats escomptés car la technologie transférée était souvent uniquement celle qui avait trait au procédé et non la technologie de base. Il fallait donc que les gouvernements soient en mesure d'appliquer des politiques actives qui n'imposaient pas d'obligations mais visaient à favoriser le transfert de technologie à des conditions commerciales raisonnables, notamment en encourageant les activités de recherche-développement et la formation de pôles de production. Le pays d'un Membre avait appliqué avec succès ce type de politique dans le secteur du pétrole. Plutôt que de mettre l'accent sur la question de savoir si les pays devaient ou non obliger les entreprises multinationales à transférer des technologies, le Groupe de travail devrait axer son examen sur la définition d'instruments

³⁶ M/9, paragraphe 9.

³⁷ M/9, paragraphe 12.

³⁸ M/9, paragraphe 10.

³⁹ M/9, paragraphe 11.

⁴⁰ M/9, paragraphes 12 et 13.

compatibles avec les lois du marché et conformes aux règles de l'OMC, afin de favoriser le transfert de technologie.⁴¹

32. Il a été déclaré que l'opposition à des politiques gouvernementales visant à favoriser le transfert de technologie semblait fondé sur deux raisons. Premièrement, ces politiques n'étaient pas efficaces; et deuxièmement, elles risquaient de décourager l'IED. Le point de savoir si ces politiques étaient efficaces était essentiellement une question empirique pour laquelle les éléments de preuve semblaient contradictoires et qu'il fallait examiner plus avant. Il n'y avait aucune preuve concluante permettant d'affirmer catégoriquement que les mesures de transfert de technologie prises par les gouvernements étaient dans tous les cas allées à l'opposé du but recherché. Quant à l'argument selon lequel les politiques de transfert de technologie auraient un effet dissuasif sur l'IED, il s'agissait essentiellement d'une question que les gouvernements devaient étudier à la lumière de leur propre expérience. D'après l'expérience de plusieurs pays en développement, il serait peut-être utile dans certains cas d'adopter des politiques susceptibles de favoriser le transfert de technologie. Si un pays constatait que ces politiques avaient une influence négative sur les apports d'IED, il les réviserait évidemment et chercherait à rétablir l'équilibre entre les actions visant à attirer l'investissement et celles qui s'efforcent de le réglementer afin de promouvoir le développement.⁴²

33. Le Groupe de travail a été informé d'études réalisées par le Service-conseil pour l'investissement étranger, service conjoint de la Banque mondiale et de la Société financière internationale, sur les critères et procédures pour l'examen préalable de l'IED et sur les effets d'entraînement en amont entre les entreprises multinationales et les fournisseurs des pays d'accueil.⁴³

II. LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT

34. Une communication écrite sur ce point a été présentée par l'Inde (W/72). En outre, les représentants du Costa Rica, des Communautés européennes, de la Suisse, de la Corée, du Mexique, des États-Unis, de la République dominicaine, de Singapour, de l'Inde, du Canada, du Venezuela, de l'Égypte, de l'Argentine, de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, du Brésil et de Hong Kong, Chine, ont fait des déclarations orales.

35. Les débats sur ce point de la Liste de questions proposée pour examen ont été axés sur la question des incitations à l'investissement.

36. Le point de vue a été exprimé selon lequel le recours aux incitations fiscales pour attirer l'IED constituait un optimum de second rang et qu'il était plus efficient de corriger les causes des défaillances du marché. Le coût des incitations fiscales était souvent supérieur aux avantages surtout lorsque des pays ou des régions se faisaient concurrence pour attirer des investissements par des incitations. Celles-ci avaient des effets négatifs dans la mesure où elles réduisaient le bien-être général, faussaient les flux d'investissement et les flux commerciaux y afférents et retardaient les réformes structurelles nécessaires. De plus, selon les représentants du secteur privé, la plupart des décisions des investisseurs semblaient ne pas être influencées par les incitations. S'il importait de reconnaître la légitimité des préoccupations des pays qui devaient offrir des incitations pour attirer les investissements, il n'en restait pas moins que la meilleure manière d'attirer l'IED était de s'engager dans un processus de réformes à long terme de l'environnement économique réglementaire.⁴⁴

⁴¹ M/9, paragraphe 13.

⁴² M/9, paragraphe 14.

⁴³ M/10, paragraphes 3 et 4.

⁴⁴ M/8, paragraphe 30.

37. Il a été dit que, selon certains participants, les incitations étaient une solution de second rang. Il fallait donc soit les éliminer soit envisager une éventuelle discipline. Toutefois, l'octroi d'incitations ne signifiait pas que l'on ne reconnaissait pas la nécessité de corriger les distorsions sous-jacentes par d'autres mesures. Les incitations représentaient un outil complémentaire important qui venait s'ajouter aux autres politiques visant à corriger les distorsions et ces incitations jouaient un rôle essentiel dans le développement économique.⁴⁵

38. Il a été indiqué que les points de vue divergents des Membres sur les incitations à l'investissement montraient qu'ils n'étaient pas encore prêts à ouvrir des négociations sur les règles d'investissement multilatérales à l'OMC. On pouvait se demander pourquoi, si les incitations à l'investissement faussaient autant le marché que certains Membres le prétendaient, autant de pays développés y recouraient. Un Membre a indiqué que, dans son pays, les incitations à l'investissement avaient permis d'obtenir de bons résultats, par exemple pour promouvoir la diversification des exportations.⁴⁶

39. En réponse à cette observation, on a réfuté l'idée qu'il ne serait pas nécessaire d'envisager certaines disciplines au motif que les incitations à l'investissement étaient largement utilisées, y compris par les pays développés. Un des grands arguments qui avaient motivé la création de règles multilatérales sur les subventions dans le domaine du commerce des marchandises était que les pays développés, beaucoup plus riches, étaient donc plus à même d'accorder des subventions que les pays en développement. Le même argument était valable pour les incitations à l'investissement.⁴⁷ Il a également été déclaré qu'octroyer des incitations à l'investissement revenait à transférer l'argent des contribuables d'un pays à un investisseur étranger. Cela était particulièrement inéquitable dans les pays en développement où l'assiette fiscale était souvent restreinte. Il était probable que, dans de nombreux cas, les investisseurs décidaient d'investir dans des pays développés parce que les incitations qu'ils y recevaient étaient plus importantes que dans les pays en développement. On a suggéré que le Secrétariat essaie de comparer les dépenses totales consacrées aux incitations par les pays de l'OCDE et les pays n'appartenant pas à l'OCDE.⁴⁸

40. Selon certains participants, au lieu de mettre l'accent sur la question de savoir si les incitations étaient bonnes ou mauvaises, il fallait d'abord se demander pourquoi aussi bien les pays en développement que les pays développés accordaient des incitations à l'investissement. Si l'on pouvait aisément expliquer pourquoi les pays en développement devaient parfois recourir à ces incitations, il était plus difficile de comprendre pourquoi les pays développés y faisaient appel, d'autant que ces pays estimaient généralement qu'il fallait laisser les forces du marché déterminer l'allocation des ressources.⁴⁹

41. On a souligné la nécessité d'entreprendre des travaux distinguant entre les divers types d'incitation à l'investissement. Il a été spécifiquement proposé que le Secrétariat entreprenne une étude qui distinguerait entre les divers types d'incitation, leurs effets et les disciplines pouvant s'appliquer à des types précis d'incitation.⁵⁰ Il a été suggéré de classer les incitations à l'investissement

⁴⁵ M/8, paragraphe 36.

⁴⁶ M/8, paragraphe 34.

⁴⁷ M/8, paragraphe 35.

⁴⁸ M/8, paragraphe 39.

⁴⁹ M/9, paragraphe 25.

⁵⁰ M/8, paragraphe 32.

en quatre catégories: 1) incitations financières; 2) incitations fiscales; 3) services subventionnés; et 4) privilèges commerciaux.⁵¹ On a également mentionné la nécessité de tenir compte des incitations accordées par les pouvoirs publics à différents niveaux.⁵²

42. Pour ce qui était de la proposition d'étudier les divers types d'incitation à l'investissement, il a été suggéré que le Groupe de travail devait également prêter plus d'attention aux effets de distorsion qu'avaient les diverses mesures commerciales, telles que les règles d'origine dans les accords commerciaux régionaux, sur les flux d'investissement. La question des incitations à l'investissement devait être envisagée dans un cadre plus large englobant les divers facteurs qui affectaient les décisions d'implantation. À cet égard, on s'est également référé aux "mesures concernant le commerce et liées à l'investissement" qui avaient fait l'objet d'une récente publication de la CNUCED.⁵³

43. Pour ce qui était des incitations à l'investissement, il a été suggéré qu'il était nécessaire d'explorer la possibilité d'instaurer des disciplines multilatérales dans ce domaine. Ces disciplines ne visaient pas à interdire les incitations mais à réaliser un équilibre entre la reconnaissance de la validité des objectifs en vue desquels les incitations étaient souvent utilisées et la nécessité de disciplines pour éviter les effets de distorsion sur les flux d'investissement. Il a été proposé que le Groupe de travail explore les possibilités de classer les incitations à l'investissement selon qu'elles étaient admissibles ou prohibées. Pour ce qui était du point selon lequel différentes disciplines pourraient être applicables aux différentes incitations, selon leurs effets de distorsion, on a mentionné l'exemple de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC). Il a également été avancé que l'examen de la possibilité d'instaurer des disciplines multilatérales dans ce domaine devrait s'inspirer des deux principes fondamentaux de l'OMC qu'étaient la non-discrimination et la transparence.⁵⁴

44. Un participant a rejeté la suggestion selon laquelle le Groupe de travail devait explorer la possibilité de classer les différentes incitations selon qu'elles étaient admissibles ou prohibées dans la mesure où ces travaux étaient incompatibles avec la nature du mandat du groupe de travail, et où ils n'étaient pas opportuns compte tenu du caractère sensible du sujet. Il a en outre été observé que tandis que les pays développés accordaient aux entreprises de très grosses subventions initiales, les pays en développement, qui n'avaient pas les ressources financières pour le faire, appliquaient généralement des mesures d'incitation fondées sur les résultats. Un examen approfondi de cette question devrait donc porter aussi sur les subventions offertes par les pays développés.⁵⁵

45. En réponse à ces objections, il a été déclaré que la proposition d'essayer de distinguer entre incitations admissibles et incitations prohibées n'était pas limitée à certaines catégories d'incitations mais visait à les analyser en totalité. Il fallait interpréter le terme "incitations" comme désignant toute mesure prise par un gouvernement qui donnait au bénéficiaire un avantage financier. En ce sens, le concept d'incitation était analogue à la notion de subvention telle qu'elle était définie dans l'Accord SMC. Interprété de cette manière, le terme "incitations" englobait évidemment les subventions et rien ne permettait de distinguer entre les incitations fiscales et les autres types d'incitation. On a également fait observer que le fait pour le groupe de chercher à savoir si, à un niveau conceptuel, une distinction

⁵¹ M/9, paragraphe 28.

⁵² M/9, paragraphe 28.

⁵³ M/8, paragraphes 34 et 66.

⁵⁴ M/8, paragraphes 30, 31 et 38; M/9, paragraphes 17 à 19.

⁵⁵ M/9, paragraphes 21 à 23 et 25.

était possible entre les incitations souhaitables et celles qui étaient inopportunes, apporterait à celui-ci une meilleure compréhension de ce sujet et n'était pas incompatible avec le caractère pédagogique de ses travaux.⁵⁶

46. On a soutenu que le Groupe de travail devrait opérer des distinctions non seulement entre les diverses incitations à l'investissement mais aussi entre les prescriptions de résultat.⁵⁷

47. Pour ce qui est de l'alinéa de ce point de la Liste de questions proposées pour examen concernant le degré de corrélation entre les courants d'échanges et d'investissement, il a été fait référence à une récente étude de l'OCDE sur les rapports entre le commerce et l'investissement qui, sur la base de renseignements recueillis dans 14 pays membres de l'OCDE, montrait de manière irréfutable que le commerce et l'IED étaient complémentaires. Les échanges intra-entreprise constituaient un élément-clé de cette complémentarité. Pour les pays d'accueil, l'IED entraînait une augmentation immédiate des importations mais, à moyen terme, les capacités d'exportation augmentaient du fait des apports de capitaux et d'actifs productifs et des retombées positives dans les domaines de la technologie et de la gestion. L'étude concluait que les pays où les entrées et les sorties d'investissement étaient importantes avaient tout à gagner, en termes de commerce, des entrées comme des sorties d'IED.⁵⁸

48. Il a été observé que les conclusions de cette étude de l'OCDE semblaient différer quelque peu de celles de la note du Secrétariat sur les relations entre le commerce et l'IED qui établissaient que, dans certains cas, il y avait substitution entre le commerce et l'investissement.⁵⁹

49. S'agissant de l'alinéa de ce point de la Liste de questions proposées pour examen concernant les liens entre l'investissement et la politique de la concurrence, il a été observé qu'une réforme des règles de l'OMC, axée sur la concurrence et visant à intensifier les synergies entre les politiques relatives au commerce, à la concurrence et à l'investissement, était essentielle pour que les règles de l'OMC restent valables et crédibles dans une économie mondialisée où la technologie jouait un rôle moteur. Il a donc été proposé, pour assurer que la politique commerciale et la politique d'investissement se renforcent mutuellement, d'examiner ces politiques par référence au concept de contestabilité des marchés, qui relève de la politique de la concurrence. De ce point de vue, les mesures à analyser étaient par exemple les prescriptions de résultat, les incitations à l'investissement, le recours abusif à des mesures antidumping et aux règles d'origine restrictives.⁶⁰

III. INSTRUMENTS ET ACTIVITÉS INTERNATIONAUX EXISTANTS CONCERNANT LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT

50. Une communication écrite sur ce point a été présentée par l'Inde (W/71). Des déclarations orales ont également été faites par l'Inde, les Communautés européennes, les États-Unis, l'Égypte, le Japon, le Pakistan, la Corée, le Venezuela, le Brésil, Hong Kong, Chine, ainsi que par les observateurs de la CNUCED et de l'OCDE.

⁵⁶ M/9, paragraphes 24 et 26.

⁵⁷ M/8, paragraphes 40 et 41.

⁵⁸ M/8, paragraphe 42.

⁵⁹ M/8, paragraphe 43.

⁶⁰ M/9, paragraphe 29.

a) Dispositions de l'OMC sur les questions relatives à l'investissement

51. On a fait observer que les dispositions actuelles de l'OMC concernant l'investissement, que l'on trouvait dans l'Accord sur les ADPIC, l'AGCS et l'Accord SMC étaient limitées et manquaient de cohérence.⁶¹ On a souligné à cet égard les différences entre les règles applicables à l'investissement dans le secteur des services et celles qui régissaient le secteur manufacturier. S'agissant des règles concernant l'investissement que l'OMC pourrait adopter à l'avenir, il a été suggéré qu'il serait utile d'examiner les approches qui avaient été adoptées pour les règles actuelles de l'OMC en la matière, par exemple l'approche de la "liste positive" ainsi que le concept de stratégie progressive pour l'élaboration des règles dans le cadre de l'AGCS.⁶²

52. Des propositions précises ont été présentées en ce qui concerne les thèmes qui méritent d'être examinés par le Groupe de travail dans le cadre de l'Accord sur les MIC et de l'AGCS.

53. Pour ce qui est de l'Accord sur les MIC, il a été proposé que le Groupe de travail étudie si, et le cas échéant comment, l'examen de l'Accord prévu à l'article 9 pourrait contribuer à libéraliser l'investissement dans un contexte multilatéral. Le Groupe de travail pourrait examiner les propositions qui avaient été faites d'interdire certaines prescriptions de résultat, telles que la coentreprise, la participation locale au capital et les transferts de technologie, ainsi que les améliorations qui pourraient être apportées à l'Accord sur les MIC dans le domaine des incitations à l'investissement. Il a été souligné que s'il n'était pas réaliste, à ce stade, d'appeler à une interdiction de toutes les incitations à l'investissement dans le cadre de l'OMC, il pourrait être utile d'examiner les moyens de décourager les Membres de se lancer dans une surenchère pernicieuse pour attirer l'investissement et de limiter les effets de distorsion de ces incitations.⁶³

54. En ce qui concerne l'AGCS, il a été proposé que le Groupe de travail examine s'il était possible d'élargir la portée de l'Accord pour y incorporer des dispositions sur la protection de l'investissement et couvrir toutes les formes d'IED. À cet égard il a été fait référence aux négociations qui sont envisagées à l'article XIX de l'AGCS.⁶⁴

55. À propos de la suggestion tendant à ce que le Groupe de travail examine les suggestions concernant l'interdiction des prescriptions de résultat, notamment en matière de transfert de technologie, il a été déclaré qu'il y avait une contradiction entre la position qui consistait à encourager les accords d'investissement au motif que l'IED introduisait la technologie dans le pays d'accueil et celle qui voulait interdire aux pays d'accueil d'exiger des transferts de technologie de la part des investisseurs.⁶⁵ Il pouvait y avoir transfert de technologie d'une maison mère à une filiale étrangère sans que cela débouche nécessairement sur la diffusion de cette technologie dans le pays d'accueil.⁶⁶

56. Selon un autre point de vue exprimé, il n'y avait pas de contradiction entre l'idée que l'IED introduisait des technologies dans le pays d'accueil et celle que les investisseurs étrangers ne devaient pas être obligés de procéder à des transferts de technologie. La vraie contradiction était entre

⁶¹ M/8, paragraphe 52; M/9, paragraphe 32.

⁶² M/9, paragraphe 33.

⁶³ M/8, paragraphe 52.

⁶⁴ M/8, paragraphe 52.

⁶⁵ M/8, paragraphe 53.

⁶⁶ M/8, paragraphe 55.

l'opinion que les transferts obligatoires de technologie aidaient le processus de développement et le fait avéré que les investisseurs, lorsqu'ils étaient obligés de transférer un type précis de technologie, décidaient soit de ne pas entrer sur le marché, soit d'y amener une technologie moins avancée.⁶⁷

57. Toutefois, l'opinion selon laquelle les entreprises tenues à des transferts de technologie décideraient soit de ne pas entrer sur le marché soit d'y introduire une technologie moins avancée était contredite par l'expérience d'un Membre qui avait constaté que les entreprises utilisaient un certain niveau de technologie dans leurs opérations mondiales et qu'il leur coûtait cher d'avoir recours à une technologie inférieure pour investir dans tel ou tel pays. Le concept de transfert "obligatoire" de technologie a également été mis en cause dans la mesure où en pratique, les entreprises étaient encouragées à transférer les technologies par diverses incitations plutôt que par des mesures obligatoires.⁶⁸

58. Il a été déclaré que si les prescriptions de résultat avaient pour effet l'introduction d'une technologie inférieure par les investisseurs, cela constituait un argument de poids contre le recours à de telles prescriptions. Inversement, si, comme on l'avait prétendu, les investisseurs transféraient de toute façon leurs technologies les plus avancées, on pouvait se demander pourquoi les prescriptions de résultat étaient nécessaires.⁶⁹ Il a également été observé que l'effet des prescriptions de transfert des technologies sur le niveau de technologie utilisé par l'investisseur étranger dépendait de nombreux facteurs, y compris de la nature de l'entreprise.⁷⁰

59. La suggestion que le Groupe de travail examine l'article 9 de l'Accord sur les MIC a reçu un certain soutien⁷¹, mais on a fait par ailleurs observer que si le Groupe de travail pouvait examiner une large gamme de questions importantes, y compris des questions pouvant se poser dans le contexte de l'article 9 de l'Accord, l'Organe compétent pour faire l'examen requis était le Conseil du commerce des marchandises.⁷² Il a été souligné que la décision créant le Groupe de travail faisait expressément référence à l'examen de l'Accord sur les MIC. Cette référence mettait en lumière les liens entre les travaux du Groupe de travail et l'examen de l'Accord sur les MIC ainsi que la nécessité d'adopter une approche cohérente dans ces deux exercices.⁷³

60. Des doutes ont été exprimés quant à la possibilité d'élargir l'AGCS de façon à couvrir toutes les formes d'IED étant donné que la structure et les obligations de l'AGCS étaient spécifiquement liées aux services.⁷⁴

⁶⁷ M/8, paragraphe 54.

⁶⁸ M/8, paragraphe 56.

⁶⁹ M/8, paragraphe 57.

⁷⁰ M/8, paragraphe 58.

⁷¹ M/8, paragraphes 59 et 60.

⁷² M/8, paragraphes 61 et 62.

⁷³ M/8, paragraphe 63.

⁷⁴ M/8, paragraphe 61.

b) *Initiatives et accords bilatéraux, régionaux, plurilatéraux et multilatéraux; incidence des instruments internationaux existants sur les flux de commerce et d'investissement*

61. Une communication présentée par un Membre sur l'expérience de son pays en matière de traités bilatéraux d'investissement présentait les principales dispositions de ces traités, dont la définition de l'investissement, le champ d'application des accords, le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée (NPF), les expropriations, les indemnisations et les rapatriements, le règlement des différends, ainsi que la durée et la dénonciation de l'Accord. Il a été souligné que les pays en développement recouraient volontiers à des accords bilatéraux d'investissement parce que ceux-ci ne limitaient nullement la marge de manœuvre du pays d'accueil, permettant d'appliquer une politique d'IED adaptée à sa situation unique. Dans le cadre de ces traités, les pays en développement étaient libres d'accorder le traitement national uniquement pendant l'étape postérieure à la réalisation de l'investissement, sous réserve des conditions qu'ils jugeaient nécessaires.⁷⁵

62. Sur ce dernier point, il a été demandé quelles restrictions au traitement national ce Membre considérait comme utiles et quels étaient les rapports entre les traités bilatéraux d'investissement de ce Membre et le principe NPF.⁷⁶ Il a été répondu que le Membre concerné avait toujours soutenu qu'il n'était pas possible à un pays tel que le sien d'accorder le droit d'établissement ou le traitement national pendant la phase antérieure à l'établissement, et que l'entrée de l'investissement étranger devait être réglementée. Dans tous les traités bilatéraux conclus par ce Membre, le traitement national et le traitement NPF étaient accordés une fois que l'investissement avait été admis conformément aux dispositions en vigueur. Les traités bilatéraux d'investissement protégeaient l'investissement étranger mais ne traitaient pas des questions d'accès aux marchés. Au contraire, les discussions en cours au sein du Groupe de travail visaient à déterminer s'il était nécessaire et souhaitable d'établir un cadre multilatéral pour l'accès aux marchés. Du fait de cette différence qualitative entre les traités bilatéraux d'investissement et les règles multilatérales envisagées, l'argument selon lequel des règles multilatérales seraient plus efficaces parce qu'elles rendraient inutile la signature d'un grand nombre de traités bilatéraux était caduc.⁷⁷

63. En guise de commentaire sur ces observations, il a été déclaré que l'accès aux marchés n'était qu'une des questions qui avaient été examinées par le Groupe de travail, qui se penchait aussi sur la protection de l'investissement et le développement.⁷⁸

64. Il a été relevé que, dans la description des traités d'investissement bilatéraux de ce Membre, il était dit que les investissements étrangers bénéficiaient du même traitement que les investissements nationaux pendant la phase postérieure à l'établissement, mais que le traitement national n'était pas accordé aux investisseurs étrangers. Il a été demandé quelle était la raison de cette distinction entre *investissements* étrangers et *investisseurs* étrangers, et comment cette distinction s'opérait dans la pratique. Il a également été demandé si les dispositions des traités d'investissement bilatéraux qui avaient trait aux possibilités de rapatriement visaient aussi les paiements, par exemple au titre des intérêts et de l'achat de marchandises, et enfin si ces traités comportaient un système de dérogations.⁷⁹

⁷⁵ M/8, paragraphe 47.

⁷⁶ M/8, paragraphe 48.

⁷⁷ M/8, paragraphe 49.

⁷⁸ M/8, paragraphe 50.

⁷⁹ M/9, paragraphe 36.

65. Selon un participant, le Groupe de travail n'avait pas jusqu'alors porté suffisamment d'attention aux conséquences pratiques de principes tels que le traitement national et le traitement NPF.⁸⁰

66. Le Groupe de travail a été informé des activités récentes pertinentes de la CNUCED et de l'OCDE.

67. Pour ce qui est des activités de la CNUCED, le Groupe de travail a été tenu au courant des tables rondes qui avaient été organisées avec des représentants de la société civile pour promouvoir un dialogue entre le secteur privé et le secteur public sur les questions liées aux accords internationaux sur l'investissement. À la demande du Groupe des Quinze, la CNUCED avait organisé un séminaire, au cours duquel plusieurs traités d'investissement bilatéraux avaient été négociés entre les pays du G15. Par ailleurs, la CNUCED avait organisé des symposiums régionaux en Égypte, en Argentine et en République populaire de Chine sur les concepts et les questions-clés des accords internationaux d'investissement, ainsi qu'un séminaire CNUCED/OMC à l'intention des délégués en poste à Genève sur le commerce, l'investissement et le développement et une Réunion d'experts sur les moyens de préserver une certaine souplesse dans les accords d'investissement internationaux afin d'encourager la croissance et le développement. Enfin, la publication d'une série de documents thématiques axés sur les notions-clés pertinentes pour les accords d'investissement internationaux était en cours.⁸¹

68. En ce qui concerne l'OCDE, le Groupe de travail a été informé que les négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) avaient été interrompues et que les travaux futurs de l'OCDE sur les règles d'investissement seraient de nature analytique. À cette fin, le Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales de l'OCDE avait récemment adopté un programme de travail sur l'investissement international, qui prévoyait des analyses portant sur les cinq questions spécifiques suivantes: 1) règles d'investissement des pays membres de l'OCDE, notamment définition de l'investissement dans le contexte des problèmes posés par les crises financières; 2) non-discrimination et politiques sociales; 3) non-discrimination et politiques environnementales; 4) non-discrimination, protection de l'investissement et souveraineté nationale; et 5) incitations à l'investissement et à la promotion de l'investissement. Ce programme de travail devait être achevé avant le printemps de l'an 2000. Les pays membres de l'OCDE avaient également entrepris le premier examen, depuis 1991, des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Cet examen s'inscrivait dans le cadre du processus normal de suivi qui vise à assurer que les Principes directeurs soient mis en œuvre avec efficacité et modifiés le cas échéant afin de maintenir leur pertinence. L'examen entrepris portait à la fois sur les modalités de mise en œuvre et les dispositions de fond des Principes directeurs, notamment leur portée territoriale - c'est-à-dire la question de savoir si ils devaient s'appliquer aux opérations des entreprises multinationales de l'OCDE partout dans le monde ou uniquement dans les pays de l'OCDE -, sur la nécessité de les mettre à jour dans certains domaines, notamment ceux du travail et de l'environnement et sur les moyens de renforcer les modalités de leur mise en œuvre, en particulier en ce qui concernait le rôle des points de contacts nationaux. Un Groupe de travail spécial avait été créé afin d'étudier les propositions formulées concernant les modifications qui pourraient être apportées au champ d'application, aux dispositions de fond et aux procédures de mise en œuvre des Principes directeurs. Dans le cadre de cet examen, une réunion s'était également tenue avec des représentants de la société civile.⁸²

⁸⁰ M/8, paragraphe 48.

⁸¹ M/8, paragraphe 64; M/9, paragraphe 38.

⁸² M/8, paragraphe 65; M/9, paragraphe 39.

69. Il a été observé que le fait que le travail envisagé par l'OCDE dans le domaine des règles internationales d'investissement allait être de nature analytique et exploratoire soulignait à quel point il importait de procéder avec prudence dans ce domaine. Pour que le Groupe de travail puisse bénéficier de l'expérience acquise par les pays membres de l'OCDE pendant la négociation de l'AMI, il a été suggéré que le Secrétariat rédige un compte rendu circonstancié des difficultés rencontrées dans ces négociations et des positions prises sur les diverses questions.⁸³

IV. POINT IV DE LA LISTE DES QUESTIONS PROPOSÉES POUR EXAMEN

70. Des communications écrites ont été fournies par l'Inde (W/74), le Japon (W/75), la Corée (W/70 et 79), l'Australie (W/80) et de la Communauté européenne et de ses États membres (W/81). Des déclarations orales ont été faites par l'Inde, le Japon, la Corée, le Costa Rica, les Communautés européennes, l'Égypte, l'Argentine, le Canada, le Chili, les Philippines, au nom des Membres de l'OMC qui font partie de l'ANASE, les États-Unis, le Brésil, le Venezuela, la Malaisie, l'Inde, le Mexique, Singapour, l'Australie, Hong Kong, Chine et par l'observateur de la CNUCED. Il a été présenté une note du Secrétariat sur les questions soulevées et observations formulées, dans le cadre des discussions du Groupe de travail, au sujet de la définition du terme "investissement" dans les accords internationaux d'investissement (W/76). Des communications de la CNUCED sur la question de savoir comment les accords internationaux d'investissement pouvaient ménager une certaine flexibilité aux fins de promouvoir la croissance et le développement ont été présentées (W/77 et 78).

71. Dans le cadre d'une communication présentée par un Membre, il a été fait une déclaration identifiant certains thèmes qui devaient être pris en considération par le Groupe de travail en relation avec ce point de la Liste. Premièrement, les éléments fondamentaux incitant les entreprises multinationales à investir dans les pays en développement étaient la disponibilité des ressources naturelles, la taille du marché et l'existence d'une base appropriée pour les exportations. La force des institutions locales, la qualité des infrastructures locales et de la main-d'œuvre ainsi que le degré de stabilité macro-économique jouaient aussi un rôle. Deuxièmement, il fallait tenir compte de certains effets potentiellement négatifs de l'IED, parmi lesquels les restrictions sur les transferts de technologie, l'impact négatif de l'IED sur la balance des paiements et les taux de change et l'éviction des entreprises nationales. Nombre d'études avaient montré que les pays peu développés ne pouvaient attirer l'IED que pour des activités de faible technologie. Troisièmement, la situation des pays en développement en tant qu'importateurs nets de capital et de technologie et le fossé en matière de compétitivité qui existait entre leurs entreprises et les entreprises multinationales devaient être admis. L'expérience des pays en développement montrait que le renforcement des capacités entrepreneuriales, industrielles et technologiques était essentiel non seulement pour intégrer l'importance et la valeur de l'IED et de la technologie étrangère, mais aussi pour en tirer tout le parti possible. Quatrièmement, le capital et la main-d'œuvre étaient des facteurs de production complémentaires qu'il convenait d'étudier ensemble. Cinquièmement, il convenait de poser la question des obligations des investisseurs étrangers, domaine dans lequel il fallait tenir compte des instruments pertinents de l'OCDE et de l'ONU. Enfin, il fallait mettre la dimension développement au centre du travail du Groupe.⁸⁴

72. Dans le cadre d'une communication sur le rôle des règles internationales en matière d'investissement dans la stabilité et la transparence des politiques et des systèmes juridiques des pays d'accueil, il a été avancé que le manque de stabilité et de transparence limitait la capacité des investisseurs étrangers de développer leurs opérations sur la base de plans à long terme, augmentait le coût de leurs investissements et faussait les conditions de la concurrence en faveur des entreprises

⁸³ M/8, paragraphe 66.

⁸⁴ M/8, paragraphe 70.

nationales. Le renforcement de la stabilité et de la transparence ne contribuerait pas seulement à éliminer les problèmes auxquels étaient ainsi confrontés les investisseurs étrangers, mais il serait aussi bénéfique aux entreprises nationales et contribuerait en général au développement des pays d'accueil. En se fondant sur les accords internationaux existants, on pouvait répertorier un certain nombre de dispositions indispensables pour renforcer la transparence et la stabilité des lois et règlements sur l'investissement, y compris les règles exigeant la publication des lois et règlements, la mise en place de points d'information, la garantie d'une procédure régulière en matière d'autorisation et d'octroi de licences, la non-discrimination et le statu quo, et les procédures de règlement des différends. Comme les règles destinées à renforcer la stabilité et la transparence pouvaient imposer des coûts administratifs aux pays d'accueil et les priver de certains outils nécessaires pour la protection de leurs branches de production, il fallait donner aux pays en développement assez de temps pour mettre en œuvre ces règles.⁸⁵

73. Il a été jugé douteux que les problèmes de stabilité et de transparence allégués dans la communication susmentionnée puissent être considérés comme justifiant l'élaboration de règles multilatérales sur l'investissement. À cet égard, il a été avancé qu'à l'ère de la mondialisation, chaque pays avait intérêt à améliorer son cadre réglementaire national pour soutenir avec succès la concurrence en matière d'IED. Il a également été dit que la communication ne donnait pas une description suffisamment détaillée de ces problèmes pour que l'on puisse déterminer dans quelle mesure ils étaient répandus dans la pratique. Ces problèmes étaient peut-être dus aux pratiques des entreprises concernées, auquel cas il serait possible d'y remédier plus efficacement par des démarches appropriées auprès des gouvernements des pays hôtes, y compris par le biais de traités bilatéraux d'investissement. Il a été dit aussi à ce propos que des règles multilatérales pourraient aggraver les problèmes posés en relation avec l'IED en insistant trop sur la protection de l'investissement étranger et que ces règles, si nécessaire, devraient servir de manière équilibrée les intérêts divers et en constante évolution de tous les pays. Le débat, quel qu'il fût, sur les avantages de règles multilatérales sur l'investissement ne pouvait se limiter aux avantages qui en découleraient pour les pays d'accueil et les investisseurs étrangers et il faudrait aussi se demander si des règles multilatérales se traduiraient par une augmentation des flux d'investissement et donc des avantages nets qui en découleraient pour les pays d'accueil. Sur ce point, il a été dit que les règles multilatérales sur l'investissement préconisées dans la communication pêchaient par l'absence de dimension développement. Cette dimension développement devrait être exprimée concrètement dans des dispositions de fond spécifiques de règles sur l'investissement, notamment en ce qui concerne la discrétion laissée aux gouvernements des pays d'accueil s'agissant de l'établissement de l'investissement étranger, leur faculté d'avoir recours à des moyens d'action en vue de poursuivre de légitimes objectifs sectoriels, de localisation et de développement, ainsi que dans des dispositions sur le transfert de technologie. En conséquence, une approche de la dimension développement uniquement axée sur les délais supplémentaires qui seraient accordés pour la mise en œuvre était inappropriée.⁸⁶

74. Dans le cadre d'une autre communication sur l'importance des règles multilatérales sur l'investissement pour accroître la transparence et la stabilité de l'environnement juridique de l'IED, on a fait valoir qu'à la différence des traités bilatéraux d'investissement, qui s'étaient révélés peu efficaces en matière de transparence, des règles multilatérales sur l'investissement pouvaient offrir un ensemble de normes communes portant sur la transparence des régimes d'investissement étranger. Le processus de négociation de ces règles pouvait même, en soi, accroître la transparence du cadre réglementaire d'un pays en matière d'investissement étranger, dans la mesure où il impliquait un examen complet des règles et règlements du pays en matière d'investissement étranger. Des règles multilatérales sur l'investissement devraient inclure des dispositions d'assistance technique pour aider les pays en développement à établir une liste complète et synthétique de toutes les règles et réglementations

⁸⁵ M/8, paragraphe 71.

⁸⁶ M/9, paragraphes 68 et 69.

régissant l'investissement étranger. L'inclusion, en tant qu'élément clé des traités multilatéraux d'investissement, de dispositions sur la transparence donnerait un point de référence utile aux pays souhaitant accroître la transparence générale de leur régime de l'investissement.⁸⁷

75. En relation avec les préoccupations exprimées en de précédentes occasions quant aux éventuels effets négatifs de l'IED, quant aux implications de règles multilatérales sur l'investissement du point de vue de la liberté de poursuivre sa propre politique et quant à l'incertitude sur le point de savoir si ces règles sur l'investissement amèneraient effectivement une augmentation des flux d'investissement au profit des pays d'accueil, il a été estimé que ces préoccupations étaient légitimes, mais qu'elles ne constituaient pas un argument péremptoire contre les avantages de règles multilatérales sur l'investissement. Il a été déclaré à ce propos qu'aucun argument convaincant n'avait encore été présenté sur le coût réel éventuel d'un cadre multilatéral en matière d'investissement et qu'il fallait bien faire une différence entre la question des effets négatifs possibles de l'IED, d'une part, et celle du coût éventuel des règles multilatérales sur l'investissement, d'autre part. Il n'en restait pas moins que les questions posées dans le cadre du Groupe de travail concernant la nécessité de considérer les effets de l'investissement étranger en se fondant sur les politiques et les besoins particuliers des différents pays méritaient un examen plus poussé. Un argument fondamental concernant l'utilité de règles multilatérales sur l'investissement était qu'en accroissant la transparence et la prévisibilité, ces règles contribueraient à créer des possibilités accrues d'investissement étranger et, partant, favoriseraient la croissance économique et le développement. Pour arriver à un équilibre entre les intérêts des pays exportateurs et des pays importateurs de capitaux, il fallait des règles multilatérales sur l'investissement qui soient acceptables pour les investisseurs, qui offrent une souplesse et une liberté suffisantes aux pays d'accueil et qui définissent les obligations des investisseurs.⁸⁸

76. Dans le cadre d'autres observations sur les avantages de règles multilatérales sur l'investissement, il a été dit que par rapport aux arrangements internationaux existants en matière d'investissement des règles multilatérales seraient plus efficaces, plus stables, plus prévisibles et plus simples à respecter pour les investisseurs; qu'elles assureraient une plus grande cohérence entre les disciplines en matière de commerce et d'investissement et qu'elles consacraient le principe de non-discrimination dans les relations internationales en matière d'investissement. Il a également été avancé que des règles multilatérales sur l'investissement négociées entre pays à différents niveaux de développement prendraient nécessairement en compte les problèmes de développement et que ces règles n'impliqueraient une limitation de la souveraineté des pays en matière réglementaire que dans la mesure où toutes les parties prenantes à une telle négociation l'accepteraient. Il a été observé que si des règles multilatérales sur l'investissement étaient nécessaires pour corriger certaines lacunes des arrangements bilatéraux et régionaux en vigueur en matière d'investissement, ces règles ne remplaceraient pas les arrangements bilatéraux et régionaux, mais elles complèteraient ceux-ci.⁸⁹

77. Il a aussi été déclaré que les arguments présentés en faveur de règles multilatérales sur l'investissement n'avaient rien apporté de nouveau au débat et étaient de nature trop générale pour être convaincants. Il fallait définir plus concrètement les avantages et les coûts de telles règles en s'attachant à leur contenu précis. Dans cette optique, on a fait valoir que compte tenu de la nature des règles envisagées, les coûts semblaient l'emporter sur les avantages. Une première catégorie de coûts était liée à la perte d'autonomie des pays en développement s'agissant de poursuivre leur propre politique de développement du fait, par exemple, des obligations concernant les prescriptions de

⁸⁷ M/8, paragraphe 72.

⁸⁸ M/8, paragraphe 82.

⁸⁹ M/8, paragraphes 84, 87 et 88.

résultat et les incitations. Une seconde catégorie de coûts était imputable à la possibilité que ces règles favorisent indûment les entreprises multinationales dans leurs rapports avec les pays d'accueil.⁹⁰

78. En relation avec les observations sur la nature générale des arguments en faveur de règles multilatérales sur l'investissement, il a été suggéré qu'il serait utile pour le Groupe de travail de voir comment les accords d'investissement existants traitaient certaines questions.⁹¹

79. Des vues ont été exprimées sur les conséquences de l'échec des négociations de l'AMI pour l'examen de la mise en place éventuelle de règles multilatérales sur l'investissement à l'OMC. Il a été avancé que le Groupe de travail devrait consacrer plus de temps à un examen concret des avantages et des inconvénients de règles multilatérales sur l'investissement à l'OMC et qu'il pourrait être utile, pour commencer, de se demander quelles leçons on pouvait tirer de l'échec des négociations de l'AMI.⁹² Il a aussi été observé, toutefois, que les négociations sur l'investissement à l'OMC devraient suivre les principes, la philosophie et la pratique de l'OMC et qu'il n'était donc pas nécessaire de se fonder sur l'expérience acquise par les pays membres de l'OCDE dans le cadre de la négociation de l'AMI.⁹³ Il a aussi été estimé qu'à la lumière de l'expérience récente des négociations de l'AMI, il vaudrait peut-être mieux adopter une approche plus progressive à l'OMC. À ce propos, il a été identifié un certain nombre de questions qui méritaient d'être examinées plus avant, à savoir si les obligations fondamentales d'un cadre multilatéral pour l'investissement devraient porter uniquement sur le traitement national et le traitement NPF ou si elles devraient aussi inclure des normes de protection de l'investissement; s'il devait être inclus dans les dispositions des prescriptions de résultat et des incitations; si le mécanisme de règlement des différends de l'OMC en vigueur pouvait s'appliquer à des différends dans le cadre d'un accord multilatéral d'investissement; si les investisseurs privés devraient avoir un recours dans les procédures de règlement des différends dans un cadre multilatéral; et comment devraient être traitées les exceptions et, en particulier, s'il vaudrait mieux adopter l'approche d'une "liste positive" ou d'une "liste négative".⁹⁴ En relation avec une proposition concernant les éléments clés d'un cadre multilatéral de règles sur l'investissement à l'OMC, il a été dit que comme l'équilibre général des intérêts des Membres était au cœur de toutes les négociations à l'OMC, la possibilité d'élaborer un cadre multilatéral pour l'investissement à l'OMC dépendrait largement de la question de savoir si et comment les diverses réalités de chaque Membre pouvaient être prises en compte dans un équilibre général des concessions. Un cadre multilatéral pour l'investissement à l'OMC devrait donc être différent de l'AMI, dont les règles étaient trop rigoureuses et donc irréalistes et n'avaient pas permis d'obtenir une large participation.⁹⁵

80. Il a été observé que si la possibilité de négociations multilatérales sur l'investissement méritait d'être étudiée, il y avait d'autres modalités possibles, par exemple dans le cadre de l'Accord sur les MIC et de l'AGCS, pour promouvoir la libéralisation et la protection de l'investissement dans un cadre multilatéral.⁹⁶

⁹⁰ M/8, paragraphes 85 et 86.

⁹¹ M/8, paragraphe 88.

⁹² M/8, paragraphe 85.

⁹³ M/8, paragraphe 88.

⁹⁴ M/8, paragraphe 84.

⁹⁵ M/9, paragraphe 41.

⁹⁶ M/8, paragraphe 84.

81. En relation avec une communication contenant une proposition sur les principaux éléments d'un cadre multilatéral possible pour l'investissement à l'OMC, il a été souligné que les vues divergentes exprimées au sein du Groupe de travail concernant l'intérêt de règles multilatérales sur l'investissement pouvaient être considérées comme représentant deux écoles de pensée au sujet de l'IED, à savoir une école de la "mondialisation" et une école de l'"internalisation", et que pour arriver à un accord à l'OMC sur des règles multilatérales relatives à l'investissement il fallait concilier les objectifs de ces deux écoles de pensée. Cela signifiait qu'il fallait arriver à un équilibre entre, d'une part, l'objectif d'un renforcement du bien-être au niveau mondial grâce à la libéralisation des courants d'investissement et, d'autre part, la nécessité de respecter le droit des pays souverains de formuler leurs propres politiques, notamment en ce qui concernait le développement économique. En ce qui concernait la protection de l'investissement, le niveau de protection dans un cadre multilatéral devrait être fixé non pas au niveau le plus élevé mais à un niveau moyen, en vue d'instituer une norme optimale de protection, raisonnablement élevée et fondée sur le consensus de tous les participants. S'agissant de la libéralisation des investissements, l'approche ascendante adoptée dans l'AGCS était préférable à l'approche descendante envisagée pour la négociation de l'AMI. Ces deux notions fondamentales mériteraient peut-être d'être développées, mais elles pouvaient servir de base à l'élaboration d'un cadre multilatéral pour l'investissement qui concilierait la nécessité de ménager une flexibilité en matière de politique et la nécessité d'accroître la transparence et la prévisibilité.⁹⁷

82. Les discussions sur cette proposition peuvent être résumées brièvement, pour l'essentiel, de la manière suivante. Premièrement, il a été dit que la proposition était une contribution importante qui aidait à orienter les travaux du Groupe de travail en offrant des suggestions concrètes quant aux éléments spécifiques d'un cadre multilatéral pour l'investissement à l'OMC.⁹⁸ Toutefois, il a aussi été dit que la proposition n'abordait pas un point fondamental, c'est-à-dire la question de savoir pourquoi des règles multilatérales sur l'investissement étaient nécessaires et pourquoi l'OMC devait servir de cadre à la négociation de ces règles.⁹⁹ Deuxièmement, il a été dit que le classement des pays ayant des positions divergentes quant à l'utilité d'un cadre multilatéral pour l'investissement entre une école de la mondialisation et une école de l'internalisation était trop simpliste et que poursuivre des politiques en vue d'une intégration accrue dans l'économie mondiale n'était incompatible ni avec une adhésion à l'idée que l'intervention des pouvoirs publics était nécessaire ni avec une attitude de scepticisme envers la nécessité de règles multilatérales sur l'investissement.¹⁰⁰ À ce sujet, il a aussi été dit que comme la plupart des pays se situaient quelque part entre les deux extrêmes que représentaient l'école de la mondialisation et l'école de l'internalisation, il était possible d'envisager de concilier ces différents points de vue par l'adoption d'une approche prudente pour la négociation de règles multilatérales sur l'investissement.¹⁰¹ Troisièmement, des vues divergentes ont été exprimées quant aux mérites de la méthode proposée pour la libéralisation de l'investissement de manière progressive à travers l'approche de la "liste positive".¹⁰² Quatrièmement, il a été souligné qu'il convenait de préciser le sens de certains concepts utilisés dans la proposition, par exemple celui d'un "niveau de protection raisonnablement élevé".¹⁰³ Cinquièmement, il a été estimé que les questions de

⁹⁷ M/9, paragraphe 41.

⁹⁸ M/9, paragraphes 47, 52, 53 et 55.

⁹⁹ M/9, paragraphes 43 et 54.

¹⁰⁰ M/9, paragraphes 43, 48 et 56.

¹⁰¹ M/9, paragraphe 51.

¹⁰² M/9, paragraphes 44, 49, 50 et 52.

¹⁰³ M/9, paragraphe 48.

développement et celle de promotion de l'investissement devaient être examinées plus avant.¹⁰⁴ Enfin, des préoccupations ont été exprimées concernant l'idée avancée dans cette proposition selon laquelle il convenait de prendre en compte les branches d'activité ayant des caractéristiques spéciales.¹⁰⁵

83. Dans le cadre de l'examen de cette proposition, il a aussi été soutenu que lorsque certains pays étaient parties à un accord multilatéral spécial d'investissement et que d'autres ne l'étaient pas, les pays qui étaient parties à cet accord particulier étaient mieux placés pour attirer l'IED. Toutefois, si tous les pays étaient parties à un accord multilatéral d'investissement, il était difficile de voir comment le respect des règles en question garantirait à chaque pays une meilleure chance d'attirer l'IED.¹⁰⁶

84. Il a été répondu à cette observation que des règles multilatérales sur l'investissement contribueraient à l'efficacité de l'affectation des ressources grâce au renforcement de la transparence et de la prévisibilité en matière d'IED; que ces règles éviteraient que la capacité d'un pays d'attirer l'IED pâtisse des pratiques d'autres pays qui avaient des effets de distorsion, notamment le recours à des incitations et à des prescriptions de résultat; et qu'à la place d'un ensemble de règles multilatérales communes il y avait actuellement un ensemble disparate de règles distinctes, avec la confusion et l'absence de transparence que cela impliquait. Il a été souligné que rien ne garantissait que des règles communes sur l'investissement assureraient en soi un accroissement des courants d'investissement, mais que l'expérience relative au système commercial multilatéral donnait à penser qu'en améliorant les possibilités d'investissement ces règles auraient une influence positive sur le niveau de l'investissement international. Il a aussi été observé que l'existence d'un ensemble de règles multilatérales communes ne signifierait pas forcément que les pays auraient un comportement identique, car cela laisserait aux différents pays d'amples possibilités de renforcer leur attrait pour l'IED, par exemple en améliorant la qualité de leur infrastructure et de leurs ressources humaines.¹⁰⁷

85. Il a toutefois été exprimé un certain scepticisme concernant ces arguments en faveur de règles multilatérales sur l'investissement. On a fait valoir que la nécessité de lutter contre des pratiques ayant des effets de distorsion, comme les prescriptions de résultat et les incitations, n'était pas un argument convaincant en faveur de la négociation de règles multilatérales sur l'investissement. Ainsi, l'expérience d'un Membre démontrait que les difficultés qui l'empêchaient d'attirer l'IED tenaient à des facteurs internes plutôt qu'aux pratiques d'autres pays ayant des effets de distorsion et qu'il ne pouvait donc y être remédié que par des mesures de politique intérieure. De même, l'idée que l'existence d'une multitude d'accords sur l'investissement favorisait la confusion et le manque de transparence et justifiait ainsi l'établissement d'un cadre multilatéral de règles sur l'investissement a été contestée. L'attention a aussi été appelée sur le rôle limité des accords d'investissement en tant que facteur déterminant des décisions d'investissement. Enfin, il a été estimé qu'en réalité le principal objectif des propositions en vue de la création de règles multilatérales sur l'investissement était d'obtenir un accès au marché pour l'investissement étranger et que de ce point de vue ces règles impliqueraient des coûts élevés pour les pays d'accueil puisque leur flexibilité en matière de politique se trouverait réduite.¹⁰⁸

86. Il a été proposé de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC dans un cadre multilatéral pour l'investissement éventuel. En effet, étant donné que la fonction essentielle du mécanisme de règlement des différends était de supprimer ou de modifier des mesures jugées

¹⁰⁴ M/9, paragraphes 48 et 52.

¹⁰⁵ M/9, paragraphes 46 et 55.

¹⁰⁶ M/9, paragraphe 56.

¹⁰⁷ M/9, paragraphes 57 à 60, 62 et 63.

¹⁰⁸ M/9, paragraphes 61, 66 et 67.

contraires à un ensemble de règles convenues, le système de règlement des différends de l'OMC pourrait être appliqué sans grandes modifications aux différends concernant des investissements. Il importait pour cela de savoir si les dispositions de l'OMC relatives à la compensation et à la suspension de concessions devaient être appliquées aux différends relatifs à des investissements. À cet égard, il était à noter que ces dispositions étaient déjà applicables aux différends en matière d'investissement qui pourraient avoir lieu dans le cadre de l'AGCS et de l'Accord sur les MIC. Une autre question à examiner était le rapport entre l'application des procédures de règlement des différends de l'OMC aux investissements et l'application des dispositions relatives au règlement des différends qui figuraient dans les nombreux accords d'investissement bilatéraux et régionaux existants. Puisque le mécanisme de l'OMC était plus efficace, il semblait préférable d'y faire appel sans qu'il soit exclu de recourir aux dispositions des accords d'investissement bilatéraux et régionaux si les parties à un différend en décidaient ainsi. Quoi qu'il en soit, la coexistence de diverses procédures de règlement des différends ne concernait pas uniquement l'investissement, mais aussi le commerce. Par exemple, les accords commerciaux régionaux prévoyaient souvent leurs propres procédures de règlement des différends. L'existence de divers mécanismes de règlement des différends dans le domaine du commerce ne semblait pas avoir posé de graves problèmes. En fait, la coexistence de procédures de règlement des différends dans plusieurs accords pourrait en renforcer la complémentarité. Toutefois, il serait peut-être nécessaire de concevoir des règles spécifiques afin d'éviter l'inefficacité et les doubles emplois.¹⁰⁹

87. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la définition du terme "investissement" dans les accords internationaux d'investissement. À cet égard, des vues divergentes ont continué d'être exprimées quant aux mérites d'une définition limitée à l'investissement étranger *direct* par rapport à une définition plus large reposant sur les actifs.

88. Selon un point de vue, le Groupe de travail devait se limiter à l'IED et utiliser la définition de l'IED donnée par le FMI dans le document WT/WGTI/W/61. Il a été fait mention des conséquences négatives possibles liées à l'instabilité des investissements de portefeuille. À cet égard, il a été suggéré que la couverture précise des différentes composantes de la définition du FMI devait être mieux comprise et que les avantages de l'IED pour chacune de ces composantes méritaient un examen plus poussé.¹¹⁰

89. On s'est demandé s'il était souhaitable et possible de limiter la définition de l'investissement à l'IED. Premièrement, une définition de l'investissement limitée aux investissements directs serait incompatible avec l'objectif fondamental des règles internationales sur l'investissement, qui était de protéger l'investissement. À ce propos, il a été déclaré qu'un investissement consistait d'habitude en un ensemble de propriétés diverses qu'il était difficile de séparer; que les traités bilatéraux d'investissement pour la protection des investissements étrangers adoptaient en général des définitions larges de l'investissement; que, compte tenu des avantages économiques découlant des investissements directs et indirects, toute différence dans le traitement des investisseurs étrangers fondée sur le fait que leurs participations constituaient un investissement direct ou indirect était difficile à justifier; que, d'un point de vue pratique, toute tentative d'établir une séparation nette entre les investissements directs et les investissements indirects soulèverait des questions très complexes, compte tenu de la difficulté de déterminer quand tel ou tel investisseur contrôlait une entreprise; et que la distinction entre les investissements et les mouvements spéculatifs de capitaux était plus pertinente que celle entre l'IED et les investissements de portefeuille. En deuxième lieu, les inquiétudes concernant les conséquences de l'inclusion d'investissements autres que l'IED et des mouvements spéculatifs des capitaux devaient être calmées par l'introduction de réserves appropriées

¹⁰⁹ M/9, paragraphe 42.

¹¹⁰ M/8, paragraphe 75.

dans les obligations de fond plutôt que par une limitation de la définition de l'investissement. Plus précisément, la définition de l'investissement devait être envisagée dans le contexte des mesures sur les mouvements des capitaux. À ce propos, il a été fait allusion aux dispositions contenues dans la majorité des accords d'investissement sur les transferts de fonds, qui pouvaient être formulées de façon à permettre une certaine souplesse en autorisant des limites à ces transferts pour des raisons macro-économiques ou pour préserver la stabilité du système financier.¹¹¹

90. Certains Membres ont souligné qu'il importait de voir la définition de l'investissement dans le contexte de la portée des objectifs précis d'un accord. À ce propos, on a estimé qu'il serait utile d'examiner plus en détail la suggestion d'utiliser différentes définitions aux fins de différentes obligations. En particulier, il a été suggéré qu'il pourrait être justifié de faire une distinction entre une définition large, reposant sur les actifs, aux fins des obligations relatives au traitement de l'investissement dans la phase postérieure à l'établissement, et une définition étroite, limitée à l'IED, aux fins du traitement de l'investissement dans la phase antérieure à l'établissement.¹¹²

91. On a fait valoir qu'une définition large de l'investissement soulevait plusieurs questions qui devaient être soigneusement examinées: premièrement, était-il possible et pratique d'appliquer les mêmes règles internationales sur l'investissement à des catégories d'investissements différentes, par exemple, aux investissements directs, aux investissements de portefeuille et aux actifs incorporels; deuxièmement, le recours à une large définition ne risquait-il pas d'avoir des effets inattendus en termes de la portée de l'application des règles; troisièmement, était-il juste et souhaitable d'accorder le même niveau de protection aux investisseurs à court et à long terme; et quatrièmement, une définition large pouvait-elle répondre aux besoins de développement de tous les Membres?¹¹³

92. Il a été suggéré que le Groupe de travail se penche sur les conséquences du commerce électronique pour le traitement de la présence commerciale dans le contexte des accords d'investissement.¹¹⁴

93. Le Groupe de travail a examiné la dimension développement des accords internationaux d'investissement. Il était saisi de communications de la CNUCED concernant la question de savoir comment les accords internationaux d'investissement pouvaient ménager une certaine flexibilité aux fins de promouvoir la croissance et le développement.

94. L'observateur de la CNUCED a fait valoir qu'en définitive, l'objectif des accords internationaux d'investissement était de promouvoir la croissance et le développement et qu'un cadre pour l'investissement stable, transparent et prévisible, assurant la sécurité de l'investissement, pouvait contribuer à attirer l'investissement étranger. Trouver le juste équilibre entre la nécessité d'assurer la sécurité de l'investissement étranger et la nécessité de ménager aux pays en développement la flexibilité qui leur était nécessaire pour poursuivre des politiques de développement adaptées à leur situation particulière représentait une gageure lorsqu'il s'agissait de concevoir des accords internationaux d'investissement. Cette flexibilité ne devait pas pouvoir être invoquée pour justifier des politiques inutilement restrictives. Les travaux récents de la CNUCED visaient à déterminer comment les accords internationaux d'investissement pouvaient ménager une telle flexibilité. Dans une note du Secrétariat de la CNUCED, qui avait été communiquée au Groupe de travail, on analysait de façon détaillée comment la flexibilité aux fins du développement était reflétée dans les objectifs,

¹¹¹ M/8, paragraphes 73, 74 et 79.

¹¹² M/8, paragraphes 74, 77 et 78; M/9, paragraphe 75.

¹¹³ M/8, paragraphe 76.

¹¹⁴ M/8, paragraphes 75 et 80.

les dispositions de fond, l'application et la structure des accords internationaux d'investissement existants. Il ressortait des Conclusions concertées de la Réunion d'experts de la CNUCED dans le cadre de laquelle cette note avait été examinée que la CNUCED entendait poursuivre ses travaux à ce sujet.¹¹⁵

95. Il a été remarqué qu'en assurant la sécurité de l'investissement étranger, les accords internationaux d'investissement avaient pour effet de promouvoir l'investissement et qu'ils contribuaient ainsi à la croissance économique et au développement, mais que ces accords devraient aussi ménager une flexibilité en tenant compte des différents niveaux de développement des pays.¹¹⁶ La nécessité d'un juste équilibre entre la flexibilité aux fins du développement et le rôle des accords d'investissement s'agissant de promouvoir la stabilité et la prévisibilité des conditions de l'investissement étranger a été soulignée.¹¹⁷ On a fait valoir que la dimension développement devrait faire partie intégrante de l'élaboration et de la structure des accords d'investissement et à ce propos la structure de l'AGCS, qui permettait aux Membres de prendre des engagements proportionnés à leur niveau de développement, a été citée en exemple.¹¹⁸

96. Il a été déclaré que les pays souhaitaient conserver une large marge de manœuvre en ce qui concernait l'entrée de l'investissement étranger, mais que dans la phase postérieure à l'établissement le traitement national de l'investissement étranger était en général prévu dans les traités bilatéraux d'investissement. Ceci donnait à penser que la plupart des pays ne considéraient pas qu'un traitement discriminatoire de l'investissement étranger pendant la phase postérieure à l'établissement s'imposait aux fins du développement.¹¹⁹ À cet égard, il ressortait des accords internationaux d'investissement existants qu'il y avait diverses options possibles pour assurer une marge de flexibilité pour les obligations relatives à l'établissement de l'investissement étranger.¹²⁰ On a aussi appelé l'attention sur d'autres aspects de la dimension développement qui devaient être pris en considération dans les accords d'investissement, y compris le problème de l'absence des ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre d'un accord.¹²¹

97. Il a été dit que la question de la flexibilité aux fins du développement devrait être examinée non seulement à propos des objectifs, des dispositions de fond, de la mise en œuvre et de la structure d'un accord, mais aussi en relation avec le cadre institutionnel particulier dans lequel un accord était conclu. À cet égard, on s'est demandé si compte tenu de la nature des obligations contractées dans le cadre de l'OMC, l'équilibre optimal entre la flexibilité aux fins du développement et la prévisibilité de l'investissement pouvait être obtenu dans le cadre de la négociation de règles sur l'investissement à l'OMC.¹²²

¹¹⁵ M/9, paragraphes 77 à 79.

¹¹⁶ M/9, paragraphes 80 et 81.

¹¹⁷ M/9, paragraphes 80 et 81, 83 à 88.

¹¹⁸ M/9, paragraphes 80 et 86.

¹¹⁹ M/9, paragraphe 80.

¹²⁰ M/9, paragraphes 81 et 86.

¹²¹ M/9, paragraphe 81.

¹²² M/9, paragraphe 84.

98. Il a été estimé que la notion de flexibilité devait être soigneusement définie, afin non seulement d'éviter le risque que ce concept aille à l'encontre de l'objectif fondamental d'un accord d'investissement, mais aussi pour assurer qu'il ne soit pas utilisé pour justifier des politiques qui seraient inefficaces et qui, dans un contexte de concurrence entre les pays pour attirer l'investissement étranger, pourraient avoir des effets défavorables pour d'autres pays. L'exemple des incitations fiscales a été évoqué à ce propos.¹²³

99. Certains Membres ont déclaré que les documents récents de la CNUCED paraissaient reposer sur l'hypothèse que l'intervention des pouvoirs publics dans le secteur de l'investissement appuierait, voire intensifierait, le processus de développement. Ils ont fait observer que cette hypothèse était infirmée par des données empiriques démontrant que la déréglementation était parfois plus favorable au développement que la réglementation.¹²⁴

100. Le Groupe de travail a reçu une communication d'un Membre sur la question des responsabilités des investisseurs. Cette communication présentait une vue d'ensemble des instruments internationaux renfermant des normes pour la conduite des investisseurs étrangers et des codes de conduite élaborés par les entreprises. Elle énumérait certaines questions appelant un examen approfondi, à savoir l'impact des instruments internationaux et codes d'entreprises, les avantages respectifs des lignes directrices adoptées dans le cadre d'organisations internationales et des codes de conduite élaborés par les entreprises, le rôle des gouvernements dans l'élaboration de nouvelles normes régissant la conduite des entreprises, et la relation entre les instruments traitant de la responsabilité des entreprises et les règles actuelles ou futures relatives à l'investissement. Sur ce dernier point, il était souligné que la contribution présentée ne devait pas être interprétée comme sous-entendant que la question des responsabilités des investisseurs devait nécessairement être traitée au sein de l'OMC.¹²⁵ Dans le même ordre d'idée, il a été noté que l'investissement étranger était une question complexe, aux facettes multiples, qui devait être traitée dans différentes enceintes et par le moyen d'instruments différents.¹²⁶

101. Il a été déclaré que la nécessité d'établir un équilibre entre les droits et les devoirs des investisseurs étrangers avait été reconnue dans les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, dans les négociations sur le projet de Code de conduite des Nations Unies sur les sociétés transnationales et dans le lien établi dans l'Accord sur les MIC entre la politique de l'investissement et la politique de la concurrence en tant que thème de travail futur de l'OMC.¹²⁷ Les négociations récentes sur l'investissement avaient renouvelé l'intérêt porté à cette question parmi les pays membres de l'OCDE.¹²⁸ À cet égard il a été signalé que le Groupe de travail pourrait tirer profit des travaux en cours à l'OCDE dans le cadre de la révision des Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales.¹²⁹

102. On a fait observer que si, dans le contexte de l'investissement, les obligations des investisseurs étrangers étaient généralement rattachées à des questions telles que les pratiques

¹²³ M/9, paragraphe 85.

¹²⁴ M/9, paragraphe 82.

¹²⁵ M/10, paragraphes 9 et 25.

¹²⁶ M/10, paragraphes 9, 19 et 22.

¹²⁷ M/10, paragraphe 10.

¹²⁸ M/10, paragraphes 10 et 23.

¹²⁹ M/10, paragraphe 24.

commerciales restrictives, les prix de cession et le transfert de technologie, les instruments internationaux et les codes de conduite des entreprises évoqués dans la communication traitaient aussi de questions relatives aux droits sociaux et aux droits de l'homme qui n'entraient pas dans le mandat du Groupe de travail et ne relevaient pas du champ d'activité de l'OMC.¹³⁰ En réponse à cette observation, il a été précisé que l'objet de la communication était de fournir des informations factuelles sur les nombreux aspects du comportement des entreprises traités dans les instruments existants, sans pour autant laisser entendre qu'ils devaient tous être abordés au sein de l'OMC. On a également signalé que les instruments mentionnés renfermaient des normes de conduite à l'intention des entreprises, et non des gouvernements.¹³¹

103. Il a été dit que les accords internationaux devaient établir un équilibre entre les droits et les obligations des investisseurs étrangers et que la communication, en affirmant que ces accords ne peuvent imposer d'obligations directes aux citoyens ou aux entreprises prenait une position trop radicale.¹³² En réponse à cette remarque, il a été déclaré que la communication portait sur l'équilibre entre les droits des investisseurs et le droit des pays d'accueil de réglementer l'activité économique sur leurs territoires, étant donné que les obligations des investisseurs devaient essentiellement, sinon exclusivement, être régies par le droit national et que le rôle des instruments et principes directeurs internationaux concernant la responsabilité des entreprises était de faciliter l'application de la législation nationale. En outre, il était difficile de voir comment la notion d'équilibre entre les droits et les obligations des investisseurs étrangers pourrait de fait se traduire dans des règles internationales. Aussi l'approche qui s'était développée au fil des ans consistait-elle à s'appuyer sur des instruments de nature volontaire, ayant un rôle complémentaire par rapport à l'obligation fondamentale des entreprises de respecter les dispositions législatives et réglementaires des pays d'accueil.¹³³

104. La question a été posée de savoir dans quelle mesure le caractère volontaire des instruments et principes directeurs internationaux analysés dans la communication avait eu un effet sur leur mise en œuvre.¹³⁴ Il a été dit qu'il était essentiel de savoir si les instruments et principes directeurs existants avaient effectivement amené les entreprises multinationales à modifier leur comportement dans des domaines intéressant les pays en développement, comme la concurrence et le transfert de technologie.¹³⁵ On a par ailleurs noté qu'il ne semblait pas exister de dispositifs efficaces permettant de suivre la mise en œuvre de ces instruments et principes directeurs.¹³⁶ Faute de données vérifiables et objectives et de mécanismes efficaces de suivi, il était difficile d'établir si le comportement des entreprises multinationales s'était ou non amélioré sous l'effet des principes destinés à régir leur conduite.¹³⁷

105. On a fait valoir que la responsabilité des investisseurs était un thème de réflexion important par la perspective d'un éventuel cadre multilatéral sur l'investissement, notamment dans ses aspects

¹³⁰ M/10, paragraphes 11 et 22.

¹³¹ M/10, paragraphes 12, 17 et 25.

¹³² M/10, paragraphes 13 et 14.

¹³³ M/10, paragraphe 25.

¹³⁴ M/10, paragraphes 14 et 15.

¹³⁵ M/10, paragraphe 13.

¹³⁶ M/10, paragraphe 13.

¹³⁷ M/10, paragraphe 15.

touchant au développement. Les dispositions des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales relatives à la concurrence et au rôle des investisseurs étrangers dans le développement technologique des pays d'accueil présentaient un intérêt particulier à cet égard.¹³⁸

106. Il a été jugé souhaitable de recueillir des informations plus détaillées et d'approfondir la réflexion sur divers instruments et diverses initiatives mentionnés dans la communication.¹³⁹ Il a été proposé en particulier d'ouvrir un débat sur les raisons de l'échec de certaines tentatives visant à instaurer des normes de conduite internationales pour les entreprises, notamment le projet de Code de conduite des Nations Unies sur les sociétés transnationales.¹⁴⁰

107. Il a été dit que l'approche actuelle de la responsabilité des entreprises, fondée sur des engagements volontaires des investisseurs, avait bien fonctionné et qu'il n'y avait donc pas lieu d'en rechercher une nouvelle.¹⁴¹ On a fait valoir que c'était au secteur privé qu'il appartenait de faire progresser l'élaboration de codes de conduite des entreprises, mais que les gouvernements pourraient avoir un rôle à jouer en mettant au point des principes directeurs et des recommandations.¹⁴² Mais il n'était pas certain que l'OMC soit le lieu le plus approprié pour mener à bien cette tâche.¹⁴³

¹³⁸ M/10, paragraphes 12 et 20.

¹³⁹ M/10, paragraphes 14 et 22.

¹⁴⁰ M/10, paragraphe 13.

¹⁴¹ M/10, paragraphe 19.

¹⁴² M/10, paragraphes 15 et 23.

¹⁴³ M/10, paragraphe 23.

ANNEXE 1

TEXTE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE SINGAPOUR, PARAGRAPHE 20

"20. Compte tenu des dispositions existantes de l'OMC relatives aux questions se rapportant à la politique en matière d'investissement et de concurrence et du programme incorporé qui est prévu dans ces domaines, y compris aux termes de l'Accord sur les MIC, et étant entendu que les travaux entrepris ne préjugeront pas de l'opportunité d'engager des négociations à l'avenir, nous convenons aussi:

- d'établir un groupe de travail chargé d'examiner les liens entre commerce et investissement; et
- d'établir un groupe de travail chargé d'étudier les questions soulevées par les Membres au sujet de l'interaction du commerce et de la politique en matière de concurrence, y compris les pratiques anticoncurrentielles, afin de déterminer les domaines qui pourraient être examinés plus avant dans le cadre de l'OMC.

Chacun de ces groupes tirera parti des travaux de l'autre si nécessaire et s'inspirera aussi des travaux de la CNUCED et des autres enceintes intergouvernementales appropriées, sans préjudice de ceux-ci. En ce qui concerne la CNUCED, nous prenons note avec satisfaction des travaux entrepris conformément à la Déclaration de Midrand et de la contribution qu'ils peuvent apporter à la compréhension des questions. Dans la conduite des travaux de ces groupes, nous préconisons une coopération avec les organisations susmentionnées pour utiliser au mieux les ressources disponibles et pour s'assurer que la dimension développement est pleinement prise en considération. Le Conseil général suivra les travaux de chaque organe et déterminera après deux ans ce que chacun devrait faire par la suite. Il est clairement entendu que s'il y a des négociations futures sur des disciplines multilatérales dans ces domaines, elles n'auront lieu qu'après que les Membres de l'OMC auront pris par consensus une décision expresse à ce sujet."

ANNEXE 2

LISTE DES QUESTIONS PROPOSÉES POUR EXAMEN

Document interne présenté par le Président

Révision

Il a été largement reconnu que le programme de travail du Groupe de travail devrait être ouvert, exempt de toute idée préconçue et capable d'évoluer en fonction de l'avancement des travaux. Par ailleurs, il a été souligné que tous les éléments, non seulement ceux de la catégorie I, devraient s'imprégner de la dimension développement. Une attention particulière devrait être accordée à la situation des pays les moins avancés. Dans la réalisation des différents points de son programme de travail, le Groupe de travail devrait éviter que ses efforts fassent inutilement double emploi avec ceux de la CNUCED et d'autres organisations.

I. Incidence des liens entre commerce et investissement sur le développement et la croissance économique, notamment sur les éléments suivants:

- paramètres économiques relatifs à la stabilité macro-économique, par exemple épargne intérieure, situation budgétaire et balance des paiements;
- industrialisation, privatisation, emploi, répartition des revenus et des ressources, compétitivité, transfert de technologie et des compétences en matière de gestion;
- conditions intérieures de la concurrence et du marché.

Dans le cadre de ses travaux, le Groupe de travail devrait s'employer à tirer parti de l'expérience des Membres se trouvant à différents stades de développement et tenir compte de l'évolution récente en ce qui concernait l'investissement étranger et les liens qui existaient entre les différents types d'investissement étranger.

II. Liens économiques entre commerce et investissement:

- degré de corrélation entre les courants d'échanges et d'investissement;
- facteurs déterminant les liens entre commerce et investissement;
- incidence des stratégies, pratiques et décisions commerciales sur le commerce et l'investissement, y compris moyennant des études de cas;
- liens entre la mobilité des capitaux et celle de la main-d'œuvre;
- incidence des politiques et mesures commerciales sur les courants d'investissement, y compris conséquences d'un nombre croissant d'arrangements bilatéraux et régionaux;
- incidence des politiques et mesures d'investissement sur le commerce;

- expérience des pays en matière de politique d'investissement nationale, y compris mesures visant à encourager ou à freiner les investissements;
- liens entre investissement étranger et politique de la concurrence.

III. Bilan et analyse des instruments et activités internationaux existants concernant le commerce et l'investissement:

- dispositions existantes de l'OMC;
- accords et initiatives bilatéraux, régionaux, plurilatéraux et multilatéraux;
- incidence des instruments internationaux existants sur les courants d'échanges et d'investissement.

IV. Sur la base des travaux susmentionnés¹⁴⁴:

- identification des éléments communs et des différences, y compris les chevauchements et les conflits susceptibles d'exister ainsi que les lacunes éventuelles des instruments internationaux existants;
- avantages et désavantages que présente l'adhésion à des règles bilatérales, régionales et multilatérales concernant l'investissement, y compris du point de vue du développement;
- droits et obligations mutuels des pays d'origine et des pays d'accueil, et des investisseurs et des pays d'accueil;
- liens entre la coopération internationale, existante ou éventuelle, en matière de politique d'investissement et la coopération internationale, existante ou éventuelle, en matière de politique de la concurrence.

¹⁴⁴Le calendrier des travaux au titre de la section IV a fait l'objet d'une décision prise par le Groupe de travail à sa réunion des 2 et 3 juin 1997.

ANNEXE 3

*Tableau récapitulatif des communications reçues par le Groupe de travail
des liens entre commerce et investissement en 1999*

<i>Cote (WT/WGTI/W/-)</i>	<i>Membre/Autre source</i>	<i>Réunion à laquelle la communication a été présentée (renvoi aux comptes rendus)</i>	<i>Sujet</i>
W/69	Corée	M/8, paragraphe 4	Les courants d'IED et la crise financière en Asie: L'expérience de la Corée
W/70	Corée	M/8, paragraphe 72	Un avantage des règles multilatérales en matière d'investissement: L'amélioration de la transparence
W/71	Inde	M/8, paragraphe 47	Accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements conclus par l'Inde
W/72	Inde		Relations entre commerce, investissement et développement
W/73	Inde	M/8, paragraphe 5	Investissement, développement et transferts de technologie
W/74	Inde	M/8, paragraphe 70	Dimension développement des accords internationaux d'investissement
W/75	Japon	M/8, paragraphe 71	Assurer la transparence et la stabilité
W/76		M/9, paragraphe 74	Questions soulevées et observations formulées au sujet de la définition de l'investissement – Note du Secrétariat
W/77	CNUCED	M/9, paragraphes 76 à 79	Note sur les accords internationaux d'investissement: Concepts autorisant une certaine flexibilité aux fins de promouvoir la croissance et le développement
W/78	CNUCED	M/9, paragraphes 76 à 79	Rapport de la Réunion d'experts de la CNUCED sur les accords internationaux d'investissement: Concepts autorisant une certaine flexibilité aux fins de promouvoir la croissance et le développement, 24-26 mars 1999
W/79	Corée	M/9, paragraphe 41	Cadre multilatéral pour l'investissement: Une approche réaliste
W/80	Australie	M/9, paragraphe 75	Définition de l'investissement
W/81	Communauté européenne et ses États membres	M/10, paragraphe 9	Responsabilités des investisseurs